

Les effets des fluctuations des prix de pétrole sur le solde budgétaire en Algérie, au sein de la crise d'endettement souveraine européenne.

1- Dr Mokhtar BENABED

Maitre de conférences, C.U.Tindouf, Algérie

benabedmok@yahoo.fr

2- Amina BENAÏSSA

Doctorante, Université de Tlemcen- Algérie

benaissa.am13@gmail.com

Résumé: Cette étude montre l'impact d'un choc des prix de pétrole sur le solde budgétaire en Algérie, en prenant en compte la situation actuelle des économies des pays partenaires qui souffre d'une crise d'endettement souveraine. Cette dernière a immédiatement influencé la demande des produits des hydrocarbures, et delà sur les prix de ces derniers. Cette situation va certainement enregistrer une diminution au niveau des recettes fiscales des hydrocarbures et delà les recettes totales de l'État, ce qui résulte un creusement du déficit budgétaire. Les résultats montrent que les effets de cette crise apparaissent clairement sur les revenus du secteur des hydrocarbures et delà sur les recettes totales de l'État et ses soldes budgétaires.

Les mots clés : Prix de pétrole, crise des dettes souveraines européenne, Solde budgétaire, recettes totales, canaux de transmission de la crise.

المخلص: هذه الدراسة تبين أثر صدمة أسعار البترول على الموازنة العامة الجزائرية، مع الأخذ بعين الاعتبار الوضعية الحالية لاقتصاديات الدول الشركاء الذين يعانون من أزمة الديون السيادية. إن هذا الأزمة الديون تأثرت على طلب منتجات المحروقات، ومن ثم على أسعار هذه الأخيرة. وبدون شك تسجل هذه الوضعية انخفاض في الإيرادات الجبائية للمحروقات ومن ثم الإيرادات العامة للدولة، مما يحدث عجز موازني. وقد بينت النتائج أن تأثيرات هذه الأزمة ظهرت جليا في موارد قطاع المحروقات و ثم الإيرادات العامة والميزانية العامة.

الكلمات المفتاحية: أسعار البترول، أزمة الديون السيادية الأوروبية، الموازنة العامة، الإيرادات العامة، قنوات نقل الأزمة.

1- Introduction : Le pétrole est une ressource très importante pour l'économie algérienne duquel il représente la quasi-totalité de leurs exportations. En effet, l'Algérie exporte leurs produits des hydrocarbures (pétrole-gaz) vers les pays partenaires, notamment la zone euro. Ces derniers ont traversé une série de crises successive qui ne se ressemble pas, actuellement en parle de la crise des dettes souveraine. Cette dernière ne vienne pas des banques mais plutôt vienne des États dont elle a résulté une dégradation des finances publique, un ralentissement de l'économie et une augmentation vigoureuse de dette souveraine notamment aux pays poursuivant une politique déficitaire pour stimuler l'économie et avoir le rééquilibre. Les effets de cette crise peuvent transmettre vers les pays partenaire à travers les canaux de transmissions reconnus duquel l'Algérie peut recevoir ces effets à travers le canal du commerce international. C'est-à-dire, le défaut de la crise va transmettre vers l'Algérie à travers le secteur des hydrocarbures. Toute implication touche ce secteur va certainement influencer l'économie algérien au tant que ce secteur est le plus important de la part de leur revenus qui apportent une valeur considérable des recettes fiscales.

Puisque la crise des dettes souveraines ont vigoureusement participé dans le ralentissement des économies et puisque les économies de la zone euro peuvent transmettre un défaut et un risque vers l'Algérie, au tant que le prix dans les marchés internationaux se fixent par l'offre et la demande des produits exporté et au tant que les échanges commerciaux représenté par le secteur des hydrocarbures s'effectuent avec cette zone. Il est fort possible d'avoir un impact les finances publiques de ce pays. Afin d'étudier l'impact des prix de pétroles au sein de

la crise de la dette souveraine européenne sur le solde budgétaire de l'Algérie nous allons reformuler la problématique suivante :

Comment elle est l'implication d'un choc de prix de pétrole sur le solde budgétaire en Algérie ?

Afin de répondre à cette problématique, nous allons partager notre travail en 3 axes :

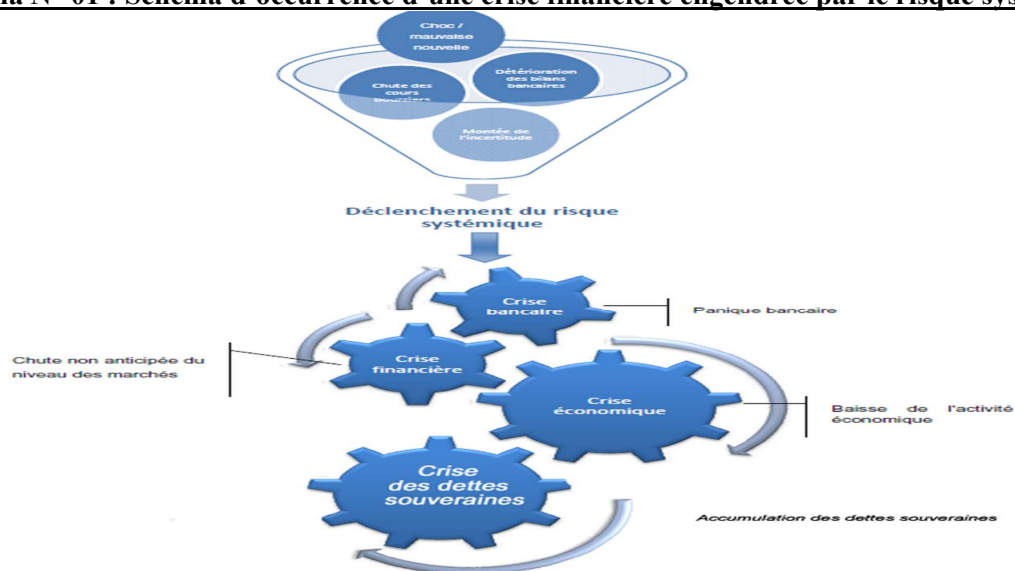
- Le premier axe : La crise des dettes souveraine et les canaux de transmission :
- Le deuxième axe : La relation entre les prix de pétrole et les recettes totales.
- Le troisième axe : L'impact de choc des prix de pétrole sur le solde budgétaire en Algérie.

2- La crise des dettes souveraine et les canaux de transmission : La zone euro a connu une crise critique dont elle se prolonge jusqu'aujourd'hui. Une successivité des crises précède cette. Une grande récession de l'économie mondiale et une incertitude caractérise les agents économiques (individus, entreprise). Un risque systémique et une instabilité financière se transmettent vers les banques et les marchés financiers européennes pour contaminer également les obligations souveraines dont elles deviennent plus risqué. Des plans de sauvetage qui ont alourdi de plus en plus les dettes publiques des pays de la zone euro et qui ont déjà dans un niveau très élevé. Une hétérogénéité des économies de ces pays et une fragilité de certaines économies. Ce sont les principales causes de la crise des dettes souveraines.¹

Le schéma suivant montre que le déclenchement de risque systémique est le résultat de quatre facteurs : des chocs causés par la mauvaise nouvelle, les détériorations des bilans bancaires, la chute des cours boursiers et la montée de l'incertitude. Ce risque a également précédé une crise bancaire qui a résulté à son tour un chut non anticipée du niveau de marché et delà une crise financière, cette dernière a ensuivi par une baisse de l'activité économique et enfin une crise économique.

Afin de stimuler l'économie et lutter le ralentissement de l'économie, les pays touchés par la crise ont poursuivi une politique budgétaire de relance, ce qui a participé à l'accumulation de la dette publique et la transformation à une crise d'endettement souveraine.

Schéma N° 01 : Schéma d'occurrence d'une crise financière engendrée par le risque systémique



Source : Juliette, Bugnon, Damien, Subtil .Le risque systémique dans le secteur bancaire, Management Bancaire FING, 2008, p : 07.

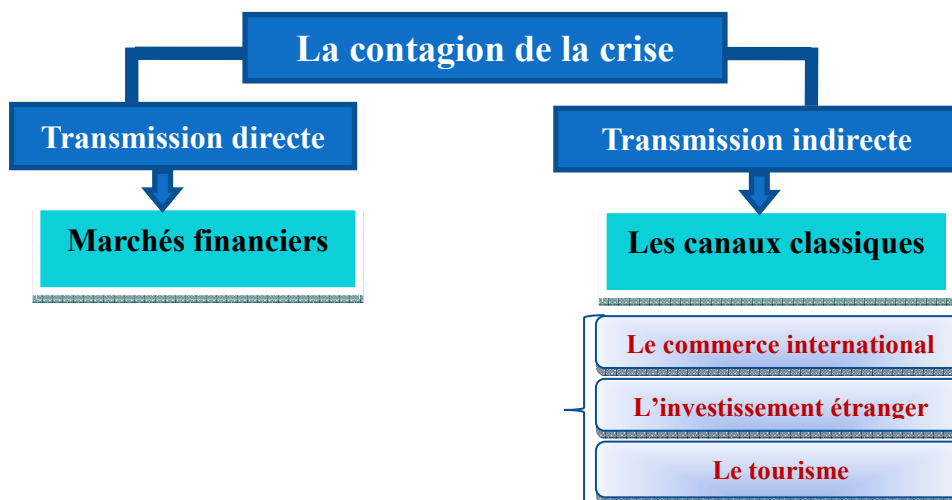
<http://longin.fr/Cours/Cours_Management_bancaire/reserve/Seance_R/Documents/MB_2008_Le_risque_systemique_dans_le_secteur_bancaire.pdf>, Consulté le : 11/04/2014 à 20 :55.¹

¹Le schéma est synchronisé par les chercheurs, après les derniers événements de la crise des dettes souveraine

La contagion de la crise d'ordre pure, transmet directement à travers les marchés financiers et indirectement à travers les canaux classiques tels que le commerce international et investissement étranger direct, joue également un rôle important. Cela résulte des effets négatifs particulièrement sur l'économie de la zone euro et généralement sur l'économie mondiale.²

Le présent schéma montre les principaux canaux de transmission de la crise

Schéma N°02 : Les canaux de transmission de la crise



Source : schéma établi par les chercheurs en basant sur les informations précédentes

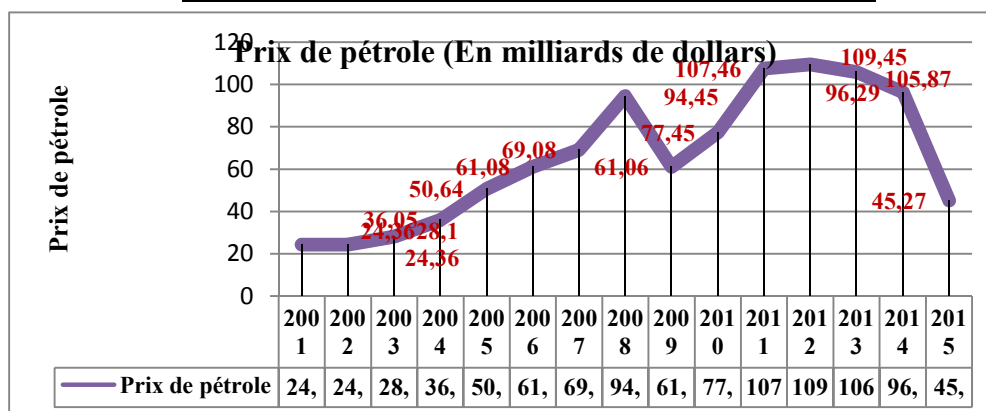
L'Algérie, d'une part, ne semble pas véritablement touchée par la crise mondiale et la crise des dettes souveraines européenne à cause de la nature de leur secteur financier et monétaire. La limite de fonctionnement de la bourse, le retard de l'Algérie en matière d'intégration financière internationale³, la déconnection du système bancaire national et l'sage prudent de l'investissement des réserves de change, sont les principales causes de la limite des effets directe de ces crises sur l'économie algérienne.⁴

D'autre part, au temps que l'Algérie est un pays producteur du pétrole s'est opposée à la création de fonds souverains, ceci lui vaut aujourd'hui d'être à l'abri de risques, qui se sont manifestes par de fortes pertes enregistrées par certains pays (Golfe) ayant pris part dans les actifs «toxiques ». Le montant des réserves de change est estime à 136 milliards de dollars à la fin juillet 2008, a placé près d'un tiers c'est-à-dire, 43 milliards de dollars en bons de trésor américain a un taux de 2%, d'autres dépôts sont effectués auprès de banques centrales européennes a un taux inférieur à 4% et autres banques internationales privées a des taux largement supérieurs.⁵

3- La relation entre les prix de pétrole et les recettes totales : Il existe une forte relation entre les prix de pétrole et les recettes totales du pays, notamment que la quasi-totalité des exportations algérienne viennent du secteur des hydrocarbures, ce dernier constitue deux produits principaux, le pétrole et le gaz. Le prix de ce dernier est indexé par le prix du pétrole. Donc toute fluctuation du prix du pétrole va certainement résulter un changement aux prix du gaz.

Le graphique suivant montre l'évolution des prix de pétrole de l'Algérie, entre 2001 et 2014.

Graphique n° 01 : L'évolution des prix de pétrole :

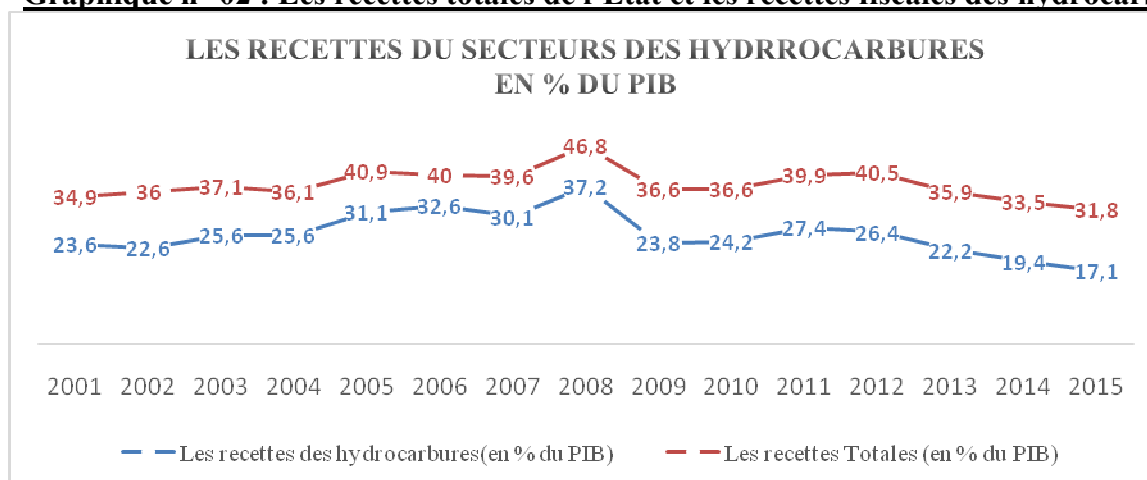


Source : Graphique établi par les chercheurs en basant sur les données d'OPEC.

Le prix de 2015 est une estimation.

Entre 2001 et 2008, le prix de pétrole a enregistré une augmentation importante, tandis qu'en 2009 un chut de prix. Cette année se caractérise par une crise mondiale critique et le début des symptômes de la crise d'endettement souveraine. Les prix ont améliorée après ce choc duquel il atteint jusqu'à 109.45 milliards de dollars en 2012. Pour se diminuer une autre fois dont ils estiment à 96.2 milliards de dollars. Notant que cette diminution est relative à la situation de la demande dans la zone euro.

Graphique n° 02 : Les recettes totales de l'État et les recettes fiscales des hydrocarbures :



Source : Graphique établi par les chercheurs en basant sur les données du FMI.

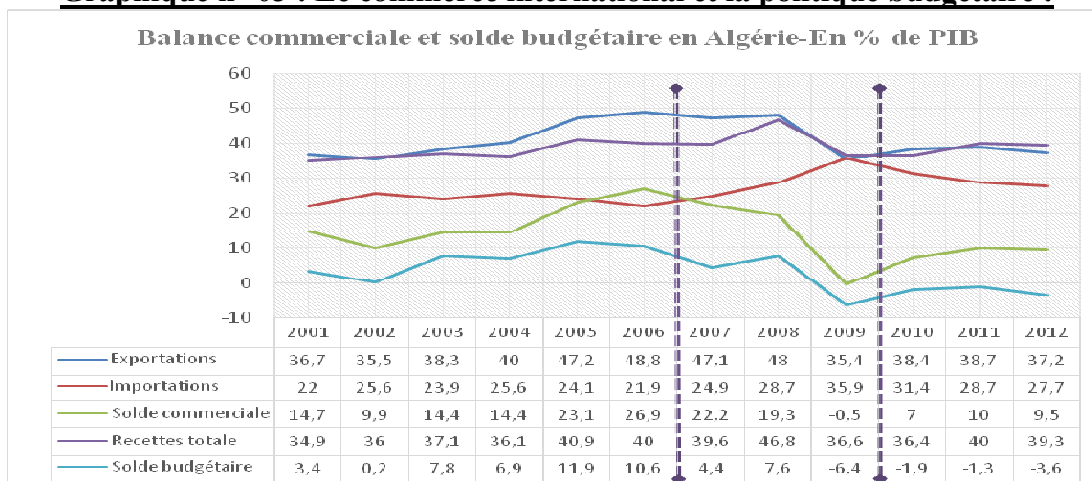
Les statistiques de 2014 et 2015 sont des estimations.

Les recettes des hydrocarbures représentent plus de 60% des recettes totales de l'État. Cela signifie que toute réduction des recettes des hydrocarbures est accompagnée par une diminution des recettes totales. Tel qu'il montre le présent graphique, les recettes fiscales des hydrocarbures ont enregistré une réduction atteint à 23.8% du PIB en 2009 et à 22.2% du PIB en 2013. Le solde budgétaire est donc influencé par les chocs des crises : mondiale et endettements souverains européenne

La diminution des recettes totales et les recettes fiscales des hydrocarbures sont accompagnées par le baissement des prix de pétroles. Sachant que le secteur des hydrocarbures représente la quasi-totalité des exportations.

Le présent graphique montre l'évolution du solde budgétaire, les recettes totales de l'État, le solde commerciale, les importations et les exportations.

Graphique n° 03 : Le commerce international et la politique budgétaire :



Source : Graphique établi par les chercheurs en basant sur les données du FMI.

Un couple de courbe représente le solde budgétaire et le solde commerciale et un autre dessinent les recettes totales de l'État et les recettes des exportations. Nous concluons que les recettes des exportations. Notant également que les recettes totales du budget sont supérieures aux recettes des exportations à partir de l'année 2009, bien qu'ils soient inférieurs par rapport aux années qui la précèdent. Sachant que la quasi-totalité des exportations viennent du secteur des hydrocarbures et qui représente plus de 60% des recettes totales de l'État. Cela veut dire qu'il y a une implication venue de la perturbation des revenus du secteur des hydrocarbures sur les recettes totales publiques.

Le rythme d'expansion du commerce international a chuté de 5,9 à 2,8%. Pour leur part, les prix des matières premières ont été très volatils au cours de l'année, régressant de 2,8% en moyenne en dollars dans un contexte de récession mondiale. Les prix des matières premières industrielles ont exposé la contraction la plus marquée, de 15,9.⁶

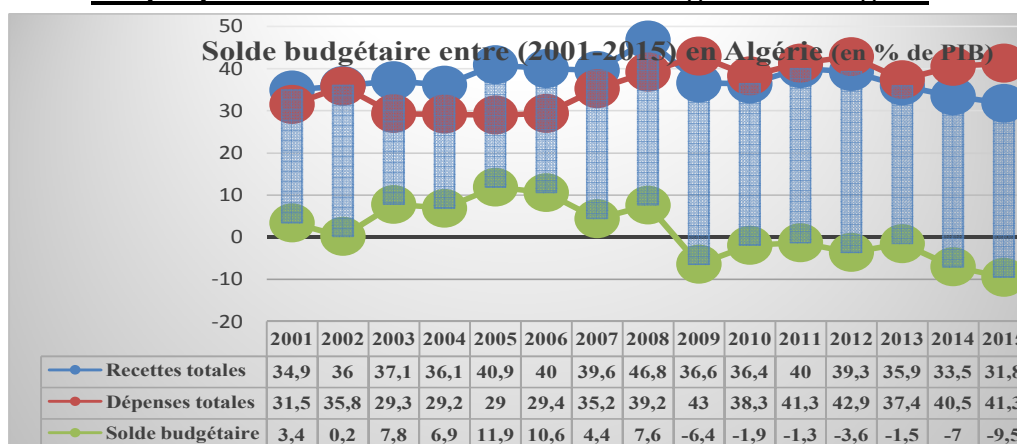
En 2012, la crise de la zone euro a été un élément majeur pour l'économie mondiale, la faible demande émanant de la zone euro a plombé le dynamisme des exportations des principaux partenaires commerciaux et l'incertitude liée à la crise de l'euro a grevé l'appétence pour le risque sur l'ensemble des marchés financiers, de même la confiance des ménages et des entreprises. Par ailleurs, la poursuite de la correction de plusieurs déséquilibres macroéconomiques a continué d'apprécier sur la demande et sur l'activité.⁷

Puisque l'Algérie est un partenaire pour la Zone euro, ses revenus sont de nature rentière duquel les matières premières des hydrocarbures représentent 98% des exportations algérienne. En même temps, Le commerce international est compté comme un canal de transmission de la crise. Donc l'Algérie va avoir l'effet de la crise à travers ce canal dont il transmet le défaut vers les recettes fiscales des hydrocarbures puis les recettes totales de l'État et delà vers la politique budgétaire.

La demande des produits hydrocarbures est relative à la demande mondiale, notamment la zone euro qui est le partenaire le plus important, La récession de la demande résulte une diminution des prix des hydrocarbures, notamment le pétrole et le gaz de ville (qui est indexé par les prix de pétrole).

4- L'impact de choc des prix de pétrole sur le solde budgétaire en Algérie : Pour avoir des résultats significatifs, nous allons traiter l'évolution du solde budgétaire publique et leur relation avec le secteur des hydrocarbures et les prix de pétrole, en appuyant également sur l'étude les recettes et les dépenses ainsi que la dette publique et la performance de la politique budgétaire sur la croissance et le chômage.

Graphique n° 01 : L'évolution du solde budgétaire en Algérie :



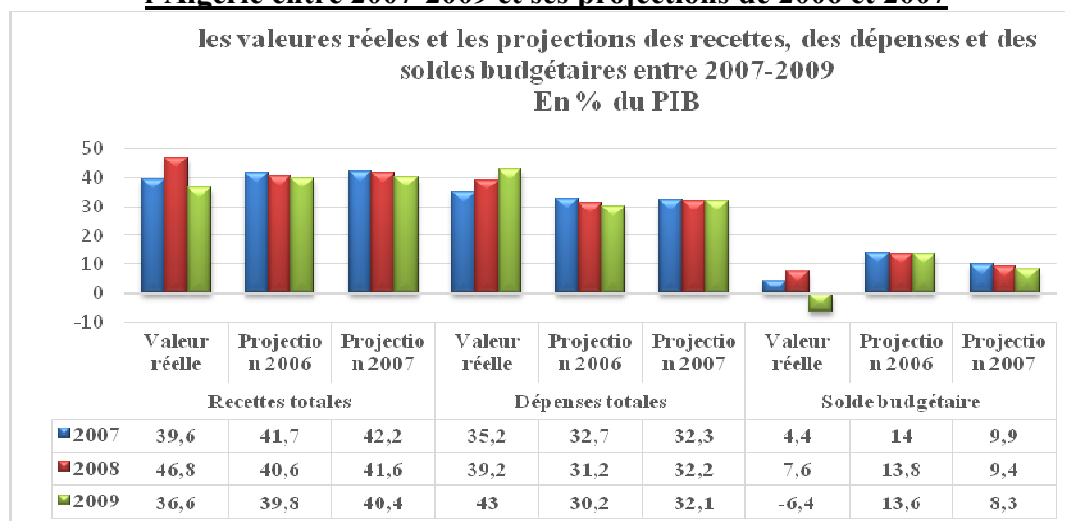
Source : Graphique établi par les chercheurs en basant sur les données du FMI.

Les statistiques de 2014 et 2015 sont des estimations.

Le présent graphique montre que le solde budgétaire algérien a enregistré un creusement déficitaire, depuis 2009, à cause de l'augmentation des dépenses publiques et la diminution des recettes totales de l'État. En 2009, Un choc négatif a été frappé le solde budgétaire à cause de la réduction des recettes totales et la diminution des recettes fiscales qui viennent principalement du secteur des hydrocarbures.

Le graphique suivant montre le niveau des recettes totales et les recettes fiscales du secteur des hydrocarbures enregistré entre 2001 et 2015.

Graphique n° 05 : Le solde budgétaire, les recettes totales et les dépenses totales de l'Algérie entre 2007-2009 et ses projections de 2006 et 2007



Source : Graphique établi par les chercheurs en basant sur les données du FMI

Le présent graphique montre qu'il y a une différence considérable entre les valeurs réelles des recettes, des dépenses et du déficit et ses projections, notamment pour l'année 2009 dont on a constaté une réduction des recettes de l'année 2006 estimée respectivement à 3.2 points et 3.8 points par rapport aux projections des années 2006 et 2007. Une exposition d'une valeur des recettes réelles de l'année 2007 plus réduite par rapport aux projections dont il y a une différence atteinte à 2.1 points par rapport au projection de 2006 et 2.6 point par rapport au projection de 2007.

En revanche, les recettes totales sont augmentées en 2008, soit une différence de 6.2 point et 5.2 respectivement par rapport au projections de 2006 et de 2007.

Il s'agit clairement que ces dernières sont influencées par le secteur des hydrocarbures qui reçoit une grande partie de ses recettes à travers les exportations, alors, il va certainement touché

par les chocs extérieurs causés par la crise qui se transmet à travers le canal du commerce international.

Tandis que les dépenses émises en cette période sont généralement plus grandes que celle projetée en 2006 et en 2007. Atteignant à 35.2% du PIB en 2007, 39.2% du PIB en 2008 et 43% du PIB en 2009. Pour l'année 2007, observant une différence de 2.5 points par rapport à la projection de 2006 et 2.9 points par rapport à la projection de 2007. La même chose pour l'année 2008, les projections des années 2006 et 2007 ont été moins que la valeur réelle des dépenses, soit une différence de 8 points et 7 points respectivement et comparativement aux projections de 2006 et 2007. Cependant, l'année 2009 a été marquée par une grande différence entre la valeur réelle des dépenses et ses projections de 2006 et 2007 estimant à 12.8 points et 10.9 points respectivement et comparativement avec les projections des deux années choisies (2006 et 2007). L'année 2009 a été toujours dans une situation critique.

Les dépenses publiques sont augmentées simultanément avec l'augmentation des importations et la diminution des recettes totales et les prix de pétrole.

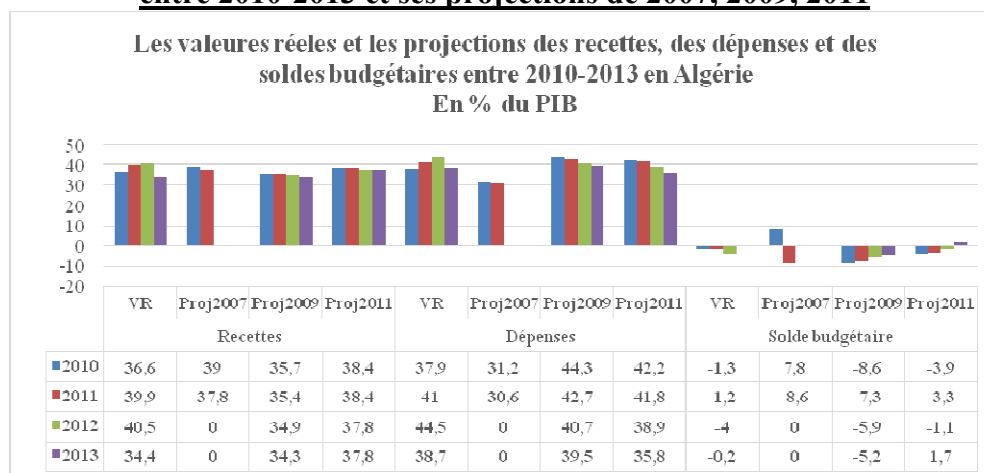
L'accroissement des dépenses publiques est relatif aux décisions du gouvernement qui applique son programme par le biais de la politique de relance et aux changements de certains indicateurs comme les importations qui s'influencent par les changements des prix et du taux de change.

Les dépenses publiques sont généralement financées soit par l'imposition, soit par les réserves publiques ou bien par la dette publique. En Algérie, ils sont sponsorisés par les réserves du fond de régulation des recours fiscaux pétroliers, ce qui encourage le gouvernement à continuer sa politique en cette période.

Notant que le solde budgétaire est la différence entre les recettes budgétaires totales et les dépenses budgétaires totales. C'est-à-dire, s'il existe une diminution des recettes reçues par rapport à ses projections, ou les deux en même temps, ils vont paraître au solde budgétaire. Observant dans le graphique N° 05 que il y a une grande différence entre le déficit réel et ses projections de 2006 et 2007, dont elle estime à 9.6 points par rapport à la projection de 2006 pour l'année 2007, et à 5.5 points comparativement à la projection de 2007. Une différence de 20 points et 14.7 points respectivement et proportionnellement à ces projections.

Seuls les résultats de l'année 2008 sont proches aux valeurs réelles dont on trouve une différence de 6.2 points par rapport à la projection de 2006 et une différence acceptable estimée à 1.8 point comparativement avec les projections de 2007. Cela reflète l'augmentation des recettes totales à cause de l'accumulation des recettes des hydrocarbures.

Graphique n° 06 : Le solde budgétaire, les recettes totales, les dépenses totales de l'Algérie entre 2010-2013 et ses projections de 2007, 2009, 2011



Note : les données de l'année de 2013 sont des projections du FMI.

Source : Graphique établi par les chercheurs en basant sur les données du FMI.

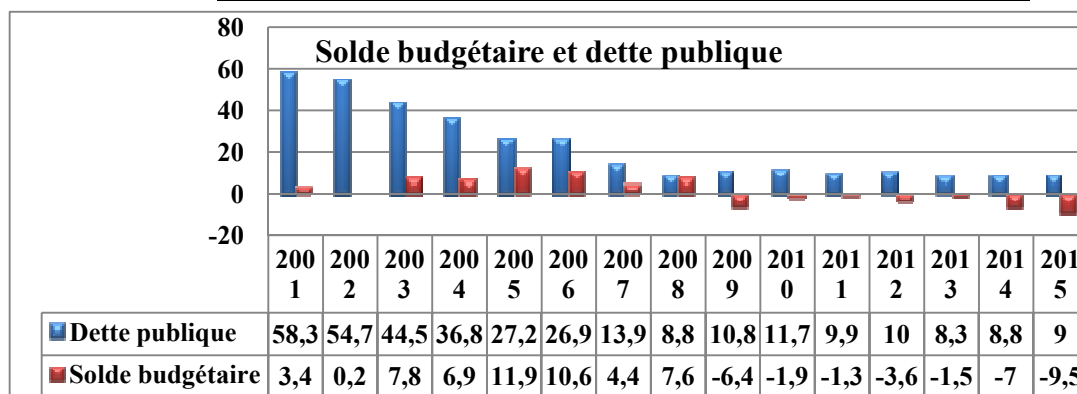
Tel que le graphique montre, en 2010, il était prévu d'avoir un pourcentage de 39% du PIB pour les recettes. Alors que la valeur réelle atteint à 36.6% du PIB, après la diminution affichée en 2009 à cause du choc de la crise qui a frappé l'économie mondiale et le déclenchement de la crise d'endettement souveraine.

Une différence constatée pareillement pour les dépenses publiques, par rapports aux projections de 2007. Un pourcentage de 31.2% souhaité pour l'année 2010, tandis que la valeur réelle atteint à 37.9% du PIB. Automatiquement, le solde budgétaire va enregistrer un creusement, une différence de 9.1 point a été affichée comparativement avec le solde enregistré en 2010 et ses projection.

L'année 2011 a également affiché un creusement du solde budgétaire, duquel elle était attendu d'avoir un excédent estime à 7.2% du PIB, cependant, un déficit budgétaire a été exposé en même année, il atteint à 1.2% du PIB, soit une différence de 8.4 point comparativement à cette projection. C'est le résultat de l'augmentation des dépenses succédé que le solde a creusé à ce point, il est normalement prévu d'avoir des dépenses estime à 30.6% du PIB, Alors que les dépenses enregistré abouti à 41% du PIB.

Notant, également, que les projections de 2009 ont été caractérisé par des anticipations de l'impact de la crise duquel les perspectives du déficit budgétaire ont été plus grande par rapport aux valeurs réelles enregistrées. En revanche, les projections de 2011 montrent un autre creusement de déficit non anticipé en 2012, 2.9 points de plus distinct le déficit de cette année par rapport à la projection de 2011. Cela dépend à l'augmentation des dépenses publiques et la diminution des recettes de l'État. On peut expliquer ces résultats par un choc non anticipé de la crise d'endettement souveraine qui frappe les exportations des hydrocarbures et qui va réduire la disposition budgétaire après avoir une situation mieux par rapport aux projections pessimistes de l'année 2009. Mais également, à cause de l'accumulation des dépenses publiques, notamment en 2012.

Graphique n° 07 : Le solde budgétaire et la dette publique :



Source : Graphique établi par les chercheurs en basant sur les données du FMI.

La dette publique a connu une diminution de 31.4 points entre 2001 et 2006, dont elle a été enregistré 58.3% du PIB en 2001 et 26.9% du PIB en 2006. Notant une grande tendance entre les années 2002 et 2005, qui a été traduit par une réduction rapide de la dette atteint parfois à 10 point sur une ampleur d'une année.

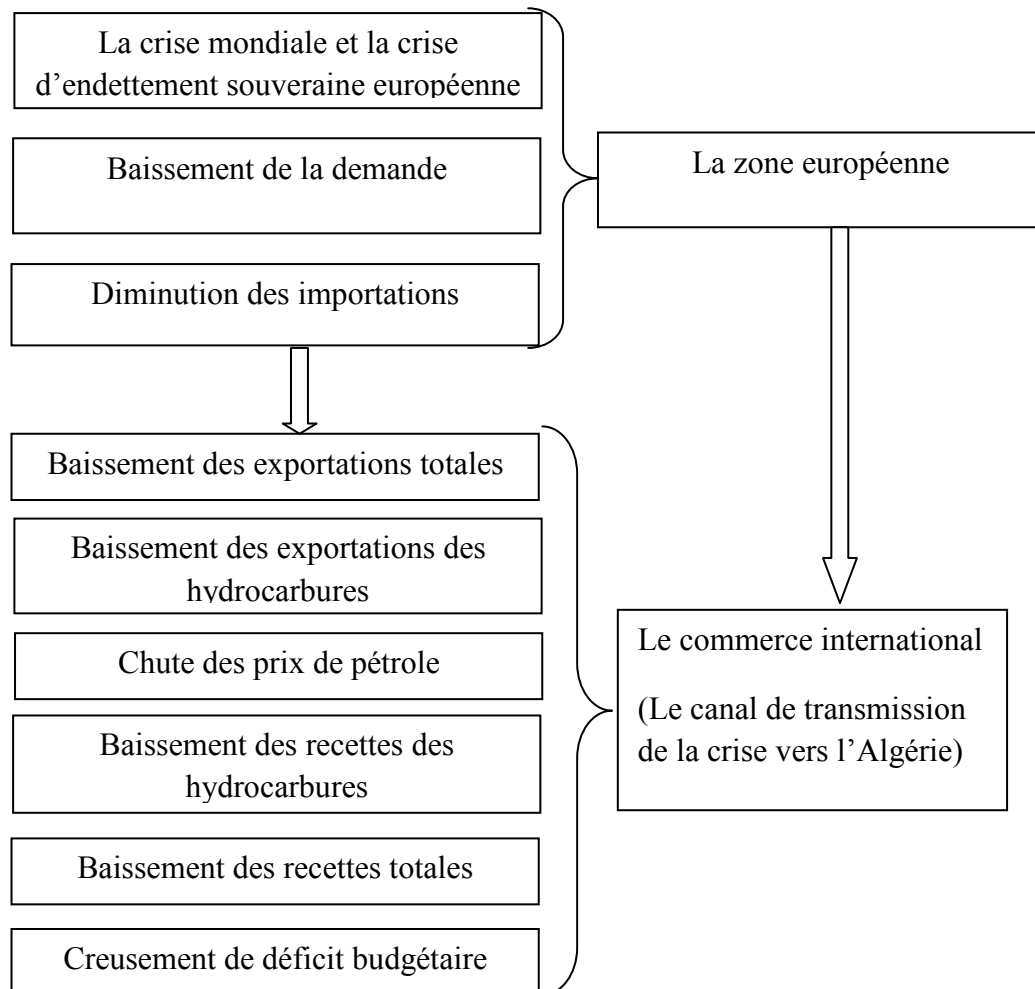
L'Algérie a encore enregistré un niveau réduit en 2007, par rapport à l'année 2006, il atteint à 16 point. En générale, la moyenne de la dette entre 2007 et 2009 atteint à 11.16% du PIB, un pourcentage qui est largement convenable.

L'Algérie a enregistré un niveau modéré de la dette publique qui ne dépasse pas 12%, une continuation de la diminution de la dette, mais avec une petite tendance comparativement aux années qui précèdent. Seul l'année 2010, L'Algérie a affiché un accroissement provisoire de la dette atteint 11.7% du PIB et qui reste négligeable.

Le graphique montre également que le creusement de déficit budgétaire n'a pas résulté une augmentation de la dette publique. Nous pouvons expliquer cela par le financement de ce creusement par les réserves du fond de régulation des recettes fiscales des hydrocarbures. Notant que la continuation du creusement budgétaire résulte la diminution de ces réserves.

Résumant cette étude en schéma suivant :

Schéma N° 03 : impact de la crise d'endettement souveraine sur le solde budgétaire algérien



Le ralentissement de l'économie européenne résulte un abaissement de la demande et delà une diminution de niveau des importations, cette réduction a réduit également les exportations de l'Algérie représenté par le secteur des hydrocarbures qui produit le gaz et le pétrole et qui a connu à son tour une réduction de ses prix. Ce qui résulte un abaissement des revenus et delà la réduction les recettes fiscales des hydrocarbures.

5- Conclusion : Après le déclenchement de la crise financière et économique mondiale et sa transformation à une crise d'endettement souveraine, les prix de pétrole ont connu des fluctuations simultanément avec l'affichage d'un creusement budgétaire non projeté. Cette situation est dépende aux perturbations au niveau des recettes des hydrocarbures, ces dernières représentent la grande partie des recettes de l'État et la quasi-totalité des exportations, ainsi qu'une accumulation dépenses publique. Cela montre la fragilité de l'économie algérienne et son solde budgétaire à tout choc extérieur frappe le secteur des hydrocarbures.

Cependant, les finances publiques sont généralement soutenables grâce à l'usage du fond de régulation des recettes des hydrocarbures.

Afin de résoudre de ce problème nous proposons de diversifier l'économie algérienne pour avoir plus des recettes fiscales. Encourager l'investissement privé, limiter l'économie informelle et réformer le système fiscal en créant des nouvelles impositions des loisirs qui élimine la distorsion de la consommation.

¹Amina BENAÏSSA. « L'impact de la crise des dettes souveraines européenne sur la politique budgétaire des pays du Maghreb », mémoire de magistère, université de Tlemcen, Soutenu le : 08/12/2014, p : 71-131.

²Amina BENAÏSSA. Op-cite, p : 71-131.

³AbdelhfidOTMANI. Mounya BOUTERF. (Année non identifié) : « Les canaux de transmission de la crise financière vers les pays du Maghreb ». <<http://www.iefpedia.com/france/wp-content/uploads/2009/12/Abdelhafid-OTMANI.pdf>> consulté le : 18/02/2015 à 21 :50.

⁴Chabha BOUZAR. L'impact de la crise financière internationale sur les pays du Maghreb, Revue Campus N°16, Université de TIZI-OUZOU, 2010 p : 13-15.

⁵Chabha BOUZAR. LES CONSEQUENCES DE LA CRISE FINANCIERE SUR LES PAYS DU MAGHREB, Revue Campus N°16, Université de TIZI-OUZOU, 2010, p : 12-15

⁶Banque nationale de Belgique NBB, La crise dans la zone euro, rapport 2012 :

http://www.nbb.be/doc/ts/Publications/NBBreport/2012/FR/T1/rapport2012_TII_H1.pdf

⁷Banque nationale de Belgique NBB. Développements économiques et financiers, Rapport Banque nationale de Belgique, 2013, p : 45-59,

<http://www.nbb.be/doc/ts/Publications/NBBreport/2013/FR/T1/rapport2013_TII.pdf>

Consulté le : 06/04/2014 à 20 :43.